

Factsheet

Péage poids lourds

Examen du remboursement du péage poids lourds allemand à partir de 2023 — calculé individuellement à partir de vos décomptes et réclamé dans une procédure propre.

Pour les entreprises et groupes d'entreprises disposant d'un parc de véhicules et ayant payé depuis 2023 au moins 500.000 € de péage allemand au total : transporteurs, entreprises de transport et de logistique, logistique de chantier, entreprises d'élimination des déchets, transports en citerne et en silo, commerce et transport pour compte propre.

12 POINTS D'ATTAQUE dans le calcul du péage à partir de 2023 : expertise des coûts d'infrastructure 2023-2027 et taux partiel CO ₂	10-25 %* ESTIMATION DU POTENTIEL de la part infrastructure du péage — estimation de Pfnür et Octagon Capital	31/12/2026 PRESCRIPTION ANNÉE 2023 Remettre les documents d'ici mi-novembre 2026
--	--	---

Aucun frais initial : après accord de financement, Octagon Capital prend en charge les frais de procédure couverts par le contrat et le risque lié aux frais de justice. Une participation au résultat de 35 pour cent et des frais d'examen par mois de péage ne sont dus que si un remboursement est effectivement versé.

* Estimation d'avocat, pas de taux de remboursement confirmé par un tribunal. Si et dans quelle mesure des remboursements en résultent doit être clarifié juridiquement. Le résultat réel peut être plus élevé, plus faible ou nul.

01

SITUATION DE DÉPART

De quoi il s'agit

Le péage poids lourds ne peut couvrir que les coûts autorisés par le droit de l'Union. Si le calcul contient des postes qui n'y ont pas leur place, le péage est trop élevé — et la part payée en trop peut être réclamée à l'État fédéral.

Que cela arrive est établi en justice. L'avocat Martin Pfnür a obtenu, côté demandeur, l'arrêt de principe sur le remboursement du péage : il était l'un des deux avocats des demandeurs dans l'affaire C-321/19 devant la CJUE, dans laquelle la Cour a jugé en 2020 que les coûts de la police de la circulation n'ont pas leur place dans le péage. Dans la même procédure, il a obtenu en 2021 devant le Tribunal administratif supérieur de Rhénanie-du-Nord-Westphalie (OVG NRW) un remboursement supplémentaire pour coûts du capital mal calculés. En 2024, le Tribunal administratif de Cologne (VG Köln) a accordé à son client les coûts de police 2016 à 2020, non encore définitif.

LES PROCÉDURES DE MARTIN PFNÜR EN BREF

Juridiction et date	Référence	Contenu
CJUE, 28/10/2020	C-321/19	Les coûts de la police de la circulation ne peuvent pas être intégrés au calcul du péage
OVG NRW, 30/11/2021	9 A 118/16	Remboursement supplémentaire pour coûts du capital des terrains autoroutiers mal calculés, années 2010 et 2011
VG Köln, 20/03/2024	14 K 6556/20	Remboursement des coûts de police 2016-2020 plus intérêts de 5 points au-dessus du taux de base dès le paiement ; non encore définitif

DEUX SUJETS DE PÉAGE — CLAIREMENT DISTINCTS

CLOS

Coûts de la police de la circulation

CJUE 2020 · OVG NRW 2021 · VG Köln 2024 (non encore définitif). Concerne les années de péage jusqu'à 2020 et une autre question juridique.

ACTUEL · À PARTIR DE 2023

Coûts d'infrastructure et taux partiel CO₂

Expertise des coûts d'infrastructure 2023-2027 et supplément CO₂ depuis le 01/12/2023. C'est là que porte l'examen.

QUI EST DERRIÈRE

Nous travaillons avec le financeur de procès **Octagon Capital**, et Octagon Capital travaille avec l'avocat **Martin Pfnür**. Octagon Capital décide du financement, le cabinet Martin Pfnür assure l'examen juridique, **Point Zero Legal** coordonne les documents.

Mise en contexte : pour les années de péage à partir de 2023, il n'existe encore aucune décision confirmant un droit au remboursement ou un taux déterminé. Si et dans quelle mesure des remboursements suivront doit être clarifié juridiquement. D'autant plus important : chaque cas doit être examiné sur ses propres décomptes et réclamé dans les délais.

02

BASE JURIDIQUE

Douze points d'attaque dans le calcul du péage

Le péage à partir de 2023 repose sur l'expertise des coûts d'infrastructure 2023-2027 et, depuis le 1er décembre 2023, en plus sur le taux partiel CO₂. Pour le péage à partir de 2023, Pfnür a identifié **douze points d'attaque** dans le calcul du péage. Ils se situent dans deux domaines :

DOMAINE A · PART INFRASTRUCTURE

Expertise des coûts d'infrastructure

Expertise 2023-2027, base de calcul de la part infrastructure du péage. Champs d'examen, entre autres :

- **Coûts du capital calculés** : rémunération des immobilisations à des taux d'intérêt calculés.
- **Coûts des terrains** : coûts retenus pour les surfaces d'autoroutes et de routes fédérales, qui ne constituent en réalité pas une charge pour l'État fédéral.
- **Imputation des coûts** : répartition des coûts d'infrastructure entre les classes de véhicules, d'essieux et de poids.

DOMAINE B · DEPUIS LE 01/12/2023

Taux partiel CO₂

Supplément de 200 € par tonne de CO₂, échelonné selon les classes d'émission de CO₂. Champs d'examen, entre autres :

- **Montant** : compatibilité avec les exigences de la directive Eurovignette (directive 1999/62/CE telle que modifiée par la directive (UE) 2022/362).
- **Double imposition** : rapport avec la tarification nationale du CO₂ des carburants (BEHG).
- **Classement** : affectation correcte de chaque véhicule à la classe d'émission de CO₂.

L'aperçu présente une sélection des champs d'examen. Le cabinet vérifie sur la base de vos décomptes quels points d'attaque sont pertinents dans le cas concret.

ESTIMATION DU POTENTIEL

10 à 25 %

de la part infrastructure du péage

Pfnür et Octagon Capital estiment le potentiel possible à environ 10 à 25 pour cent de la part infrastructure du péage. Si et dans quelle mesure des remboursements en résultent doit être clarifié juridiquement. **Le résultat réel peut être plus élevé, plus faible ou nul.**

Source : entretien d'experts avec Martin Pfnür et Octagon Capital du 8 octobre 2026. Estimation d'avocat, pas de taux de remboursement confirmé par un tribunal.

POUR APPROFONDIR · ENVIRON 17 MINUTES

Entretien d'experts (vidéo)

point-zero-legal.de/lkw-maut-erstattung-experteninterview

Podcast

podcast269f77.podigee.io/1-lkw-maut23

03

POURQUOI 2023 COMPTE PARTICULIÈREMENT

80 pour cent de part infrastructure en 2023

Peut être remboursée une partie de la **part infrastructure** du péage payé. L'importance de cette part a fondamentalement changé avec le supplément CO₂ : jusqu'à l'introduction du supplément CO₂ en décembre 2023, le péage était composé à environ 80 pour cent de la part infrastructure. Depuis 2024, c'est environ 44 pour cent.

env. 80 %

PART INFRASTRUCTURE 2023

avant l'introduction du supplément CO₂ le
01/12/2023**env. 44 %**

PART INFRASTRUCTURE DEPUIS 2024

après l'introduction du supplément CO₂

RECETTES DE PÉAGE ATTENDUES DE L'ÉTAT FÉDÉRAL (MRD €)

Année	Part infrastructure	Recettes de péage totales	Part
2023	6,451	7,999	80,6 %
2024	6,689	15,137	44,2 %
2025	6,984	16,020	43,6 %
2026	7,092	16,258	43,6 %

Source : projet de loi du gouvernement fédéral, BT-Drucksache 20/8092, p. 3, dserver.bundestag.de/btd/20/080/2008092.pdf. Valeurs moyennes ; la part dans chaque parc dépend de la classe de véhicule et de la classe d'émission.

CE QUE CELA SIGNIFIE POUR VOUS

Par euro payé, 2023 est l'année la plus productive. Qui a roulé autant a payé en 2023 environ moitié moins de péage qu'en 2024, mais presque le même montant d'infrastructure. En même temps, les droits de 2023 se prescrivent en premier. Le péage 2027 n'est pas encore payé et n'est pas pris en compte.

DÉLAI

31/12/2026

Pour les droits éventuels de 2023, la prescription menace en principe au 31/12/2026. Ce qui est prescrit ne peut plus être réclamé. Pour laisser assez de temps à la préparation, vos documents complets devraient nous parvenir **d'ici mi-novembre 2026**.

04

LOGIQUE DE CALCUL

Ce qui est atteignable par le calcul

Tous les exemples de ce factsheet suivent la même logique de calcul, volontairement simple. Elle sert d'orientation et ne remplace pas un calcul individuel à partir de vos décomptes.

MÉTHODE DE CALCUL

Péage payé par année	× part infrastructure 2023 : env. 80 % · dès 2024 : env. 44 %	× 10 à 25 % estimation	= droit au remboursement possible
-----------------------------	---	----------------------------------	--

En cas de succès, en sont déduits 35 pour cent de participation au résultat et des frais d'examen par mois de péage. Les intérêts ne sont pas inclus et s'y ajoutent le cas échéant.

10 %

VALEUR BASSE DE L'ESTIMATION

Les exemples utilisent cette valeur. C'est la limite inférieure de l'estimation de Pfnür et Octagon Capital.

25 %

VALEUR HAUTE DE L'ESTIMATION

Indiquée à titre de référence. Aucune garantie quant à l'existence ou au montant d'un droit.

RÈGLE EMPIRIQUE · VALEUR BASSE

Par 1 million € de péage payé, par le calcul env. 34.500 € pour votre entreprise.

Hypothèse : 1 million € payé uniformément sur 2023–2026 (250.000 € par an). Part infrastructure : $250.000 \text{ €} \times 80 \% + 3 \times 250.000 \text{ €} \times 44 \% = 530.000 \text{ €}$. Dont 10 % = 53.000 € de droit au remboursement ; après 35 pour cent de participation au résultat 34.450 €, moins les frais d'examen par mois de péage, avant impôts et hors intérêts.

CE QUE LES EXEMPLES SUPPOSENT

- **Répartition uniforme** : le péage est retenu à montant égal par année pour les années de péage 2023 à 2026 (48 mois de péage).
- **Part infrastructure** : env. 80 % pour 2023 et env. 44 % dès 2024 — valeurs moyennes issues de la BT-Drucksache 20/8092.
- **Potentiel** : 10 % comme valeur basse, 25 % comme valeur haute de l'estimation de Pfnür et Octagon Capital.
- **Participation au résultat** : 35 pour cent, uniquement si un remboursement est effectivement versé.
- **Frais d'examen** : par mois de péage, uniquement en cas de succès ; non chiffrés dans les exemples et donc à déduire séparément.
- **Non inclus** : intérêts (s'y ajoutent le cas échéant), impôts et le péage 2027, qui n'est pas encore payé.

Aucune garantie quant à l'existence ou au montant d'un droit. Le résultat réel peut être plus élevé, plus faible ou nul. Le montant réel dépend de vos décomptes, de la structure du parc et de l'examen juridique.

05

ORIENTATION

Deux exemples de calcul

2 millions € de péage payés 2023–2026, p. ex. 500.000 € par an		env. 68.900 € NET · VALEUR BASSE	
Poste	Valeur basse 10 %	Valeur haute 25 %	
Péage payé 2023–2026	2.000.000 €	2.000.000 €	
Part infrastructure 2023 (env. 80 %)	400.000 €	400.000 €	
Part infrastructure 2024–2026 (env. 44 %)	660.000 €	660.000 €	
Part infrastructure totale	1.060.000 €	1.060.000 €	
Droit au remboursement possible	106.000 €	265.000 €	
Participation au résultat 35 % (seulement en cas de succès)	– 37.100 €	– 92.750 €	
Par le calcul pour vous (avant frais d'examen et impôts)	68.900 €	172.250 €	

7,5 millions € de péage payés 2023–2026, p. ex. 1.875.000 € par an		env. 258.400 € NET · VALEUR BASSE	
Poste	Valeur basse 10 %	Valeur haute 25 %	
Péage payé 2023–2026	7.500.000 €	7.500.000 €	
Part infrastructure 2023 (env. 80 %)	1.500.000 €	1.500.000 €	
Part infrastructure 2024–2026 (env. 44 %)	2.475.000 €	2.475.000 €	
Part infrastructure totale	3.975.000 €	3.975.000 €	
Droit au remboursement possible	397.500 €	993.750 €	
Participation au résultat 35 % (seulement en cas de succès)	– 139.125 €	– 347.812,50 €	
Par le calcul pour vous (avant frais d'examen et impôts)	258.375 €	645.937,50 €	

Remarque : exemple de calcul sans engagement, à titre d'orientation, aucune garantie quant à l'existence ou au montant d'un droit. Sont en outre à déduire les frais d'examen par mois de péage (ici 48 mois de péage), dus uniquement en cas de succès. Les intérêts ne sont pas inclus et s'y ajoutent le cas échéant. La part infrastructure est retenue de façon simplifiée à env. 80 % (2023) et env. 44 % (dès 2024) ; la part réelle dépend de la classe de véhicule, du nombre d'essieux, de la classe d'émission et de l'année de péage. Le résultat réel peut être plus élevé, plus faible ou nul.

06

CRITÈRES D'EXAMEN ET AUTO-ÉVALUATION

Suis-je concerné ?

POUR QUI L'EXAMEN EST PERTINENT

Depuis 2023, au moins 500.000 € de péage allemand au total

Entreprises et groupes d'entreprises disposant d'un parc de véhicules. Plusieurs sociétés d'un groupe sont considérées ensemble ; les documents sont affectés par société et par compte de péage.

- **Couvert** : le péage poids lourds payé en Allemagne sur les autoroutes et routes fédérales — décompté via Toll Collect, Toll4Europe, Telepass ou un autre prestataire.
- **Soumis au péage** : véhicules et ensembles de plus de 3,5 t de masse totale techniquement admissible (depuis le 01/07/2024 ; exceptions pour certains trajets artisanaux).
- **Période d'examen** : années de péage 2023 à 2026.
- **Ayant droit** : le redevable du péage, c'est-à-dire l'entreprise au nom de laquelle le décompte a été établi — y compris les entreprises étrangères circulant en Allemagne.
- **Non couvert** : vignettes, péages d'autres États et droits déjà tranchés par décision définitive.

UN EXAMEN VAUT LA PEINE SI VOTRE ENTREPRISE ...

- 1 a payé régulièrement du péage poids lourds en Allemagne depuis 2023,
- 2 a payé depuis 2023 au moins 500.000 € de péage allemand au total,
- 3 exploite ou a exploité des véhicules soumis au péage,
- 4 peut présenter les décomptes de péage mensuels ou les consulter dans le portail,
- 5 n'a pas encore mandaté de prestataire — ou veut vérifier si les paiements de péage à partir de 2023 sont couverts par un mandat existant.

Si les points 1 à 4 s'appliquent, un examen préalable est pertinent. **Aucun frais initial** : après accord de financement, Octagon Capital prend en charge les frais de procédure couverts par le contrat et le risque lié aux frais de justice. La possibilité d'un financement est examinée au cas par cas, après que vous nous avez envoyé vos relevés de péage pour examen préalable.

Important : l'examen ne vise pas Toll Collect ni votre prestataire de péage. Votre gestion courante du péage n'est pas affectée — les droits au remboursement sont réclamés contre la République fédérale d'Allemagne.

07

RESPECTER LES DÉLAIS

Pourquoi vous devez agir maintenant

Pour les droits éventuels de 2023, la prescription menace en principe au **31/12/2026**. Ce qui est prescrit ne peut plus être réclamé — quelle que soit la décision ultérieure des tribunaux. Selon l'estimation actuelle, les droits se prescrivent par année, chaque fois au 31 décembre.

Année de péage	Droits à réclamer jusqu'au	Statut
2023	31/12/2026	agir maintenant
2024	31/12/2027	préparer
2025	31/12/2028	préparer
2026	31/12/2029	collecter en continu

Année 2023 : pour laisser assez de temps à la préparation, vos documents complets devraient nous parvenir **d'ici mi-novembre 2026**. Le cabinet examine les démarches nécessaires pour respecter les délais.

Le délai concret dépend du fondement juridique, de la date de paiement et des démarches déjà engagées ; il est examiné au cas par cas. Sources : § 4 al. 2 BFStrMG ; § 21 BGebG.

COMMENT CELA SE DÉROULE

- 1 Vous nous indiquez votre volume de péage depuis 2023 et les sociétés concernées. Un ordre de grandeur approximatif suffit.
- 2 Nous vous aidons à rassembler les décomptes mensuels et notre modèle Excel.
- 3 Octagon Capital examine le financement, le cabinet Martin Pfnür les droits. Vous recevez toutes les conditions par écrit avant le mandat.
- 4 Après mandat et accord de financement, le cabinet fait valoir vos droits.

CHECK DES DOCUMENTS

Modèle Excel + décomptes de péage originaux

- **Décomptes mensuels à partir de janvier 2023** de Toll Collect, Toll4Europe ou Telepass avec détail par véhicule, affectés par société et compte de péage (PDF ou export de données).
- **Modèle Excel** de la salle de données, rempli avec les données de l'entreprise et du parc.
- **Extrait du registre du commerce et copie de pièce d'identité** de la personne habilitée à signer.

Sauvegardez les décomptes originaux directement dans le portail de votre prestataire de péage — les documents anciens n'y sont pas disponibles indéfiniment.

08

CONDITIONS, RÔLES ET CONTACT

Ce que nous proposons

COÛTS

Aucun frais initial

Après accord de financement, Octagon Capital prend en charge les frais de procédure couverts par le contrat et le risque lié aux frais de justice. Vous ne préfinancez rien et, si la procédure est perdue, vous ne payez pas ces frais.

RÉMUNÉRATION

35 % uniquement en cas de succès

Seulement si un remboursement est effectivement versé, 35 pour cent de participation au résultat et des frais d'examen par mois de péage en sont déduits. Sans remboursement, rien n'est dû.

PROCÉDURE

Procédure propre

Calcul individuel à partir de vos décomptes originaux — par véhicule, nombre d'essieux, classe d'émission et année de péage. Votre cas est calculé et réclamé séparément.

TRANSPARENCE

Conditions écrites

Vous recevez toutes les conditions par écrit avant le mandat. Le financement est décidé au cas par cas après examen préalable de vos relevés de péage.

DES RÔLES CLAIRS

01

Point Zero Legal

Prise en charge initiale, compilation et contrôle d'exhaustivité des documents, interface avec le financeur et le cabinet.

02

Octagon Capital

Financeur de procès. Décide du financement et assume, après accord, les frais de procédure couverts par le contrat et le risque lié aux frais de justice.

03

Cabinet Martin Pfnür

Examen juridique, calcul individuel et réclamation des droits dans une procédure propre.

VOTRE PROCHAINE ÉTAPE

Demander un examen préalable**Interlocuteur**

Alexander Peisch

Téléphone

+41 78 326 75 52

Documents à

compliance@point-zero-legal.de

Salle de données

point-zero-legal.de/datenraum/de/de

Sources / état : CJUE, arrêt du 28/10/2020, C-321/19 (eur-lex.europa.eu, CELEX 62019CJ0321) ; OVG NRW, arrêt du 30/11/2021, 9 A 118/16 ; VG Köln, jugement du 20/03/2024, 14 K 6556/20 (non encore définitif) ; BT-Drucksache 20/8092, p. 3 ; expertise des coûts d'infrastructure pour le réseau routier fédéral 2023–2027 (BMDV) ; taux partiel CO₂ depuis le 01/12/2023 ; directive 1999/62/CE telle que modifiée par la directive (UE) 2022/362 ; § 4 al. 2 BFStrMG ; § 21 BGebG ; entretien d'experts avec Martin Pfnür et Octagon Capital du 8 octobre 2026. État : octobre 2026.

Mention légale : Point Zero Legal est une offre de la Nuance37 Genossenschaft, Bâle. Nous coordonnons documents, financeur de procès et cabinet. Le conseil et l'évaluation juridiques relèvent exclusivement du cabinet mandaté. Ce document est une première orientation, non un conseil juridique ; une appréciation engageante n'est possible qu'après examen des documents concrets. Tous les chiffres sont indicatifs et sans engagement. Les documents transmis sont traités de manière confidentielle.